



caf.fr

**POUVOIR ADJUDICATEUR  
(ORGANISME CONTRACTANT)**

*(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC)*

CAF DES HAUTS-DE-SEINE  
70-88 RUE PAUL LESCOP  
92023 NANTERRE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

**OBJET DE LA PROCÉDURE ADAPTÉE N° 02/2026**

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE  
COORDINATION SPS RELATIVES À DES TRAVAUX SUR  
LES DEUX ASCENSEURS DU SIEGE SOCIAL DE LA CAF  
DES HAUTS-DE-SEINE À NANTERRE**

**MARCHE À LOTS**

MARCHE PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1, R.2162-1 A R.2162-6, ET L.2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

*Date d'établissement : 21/01/2026*

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES - AUTRES INTERVENANTS.....	3
1.1 – PARTIES CONTRACTANTES .....	3
1.2 – AUTRES INTERVENANTS .....	3
ARTICLE 2 : OBJET - LOTS.....	3
2.1 : OBJET .....	3
2.2 : LOTS .....	4
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES.....	4
3.1 : REGLEMENTATION .....	4
3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	4
4.1 : PIECES PARTICULIERES.....	5
4.2 : PIECES GENERALES.....	5
4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE.....	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES .....	6
ARTICLE 7 : REVISION DES PRIX .....	7
ARTICLE 8 – AVANCE – ACOMPTE – SOLDE.....	8
8.1 – AVANCE .....	8
8.2 – ACOMPTE.....	8
8.3 – SOLDE .....	9
ARTICLE 9 : LIQUIDATION DES DEPENSES.....	9
9.1 : REMISE DES DECOMPTES .....	9
9.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	9
9.3 : MODALITES DE PAIEMENT.....	9
9.4 : TAXES .....	9
ARTICLE 10 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE (CLAUSE DE REEXAMEN).....	9
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.....	10
11.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE.....	10
11.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS.....	11
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS.....	12
ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	13
ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	13
ARTICLE 15 : ASSURANCE.....	14
ARTICLE 16 : RESILIATION .....	14
ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	15
ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 19 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL .....	15
ARTICLE 20 : LANGUE .....	16
ARTICLE 21 : LITIGES .....	16
ARTICLE 22 : DEROGATIONS .....	16

## ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES - AUTRES INTERVENANTS

### 1.1 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf des Hauts-de-Seine, (Caf 92), dont le siège social est situé au : 70-88, rue Paul Lescop -92023 NANTERRE CEDEX, désigné dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir adjudicateur » ou « le Maître de l'Ouvrage ». L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle. Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la Caf des Hauts-de-Seine sera représentée par son Pôle Immobilier.

- D'autre part, l'entreprise, Titulaire du marché, désignée dans les documents contractuels par l'expression « le Titulaire »

### 1.2 – AUTRES INTERVENANTS

Le maître d'ouvrage sera également assisté pour cette opération d'un Maître d'œuvre en cours de désignation.

Les missions confiées au Maître d'œuvre sont les suivantes :

- DIAG – diagnostic/audit
- AVP - Avant-Projet (sommaire et définitif),
- PRO – Projet,
- ACT - Assistance passation des Contrats de Travaux,
- VISA – Visa des études d'exécution.
- DET - Direction de l'Exécution des marchés de Travaux,
- AOR - Assistance aux opérations de Réception, et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

## ARTICLE 2 : OBJET - LOTS

### 2.1 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) fixe les conditions du marché que le Maître de l'ouvrage confie au Titulaire pour une **mission de contrôle technique (lot n° 1) et une mission de coordination SPS (lot n° 2) relatives aux travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la Caf des Hauts-de-Seine sis 70/88 rue Paul Lescop à Nanterre (92000).**

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation, et relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Les missions du contrôleur technique et du coordonnateur SPS sont décrites au CCTP.

**NB.** Un repérage amiante avant travaux (RAAT) portant sur la gaine et les équipements de l'ascenseur est en cours de réalisation à la date de lancement de la consultation. La présente consultation est réalisée sur la base des documents disponibles à la date de remise des offres (notamment le Dossier technique Amiante de l'immeuble).

Le RAAT, qui sera transmis au stade de la notification du marché, devra, s'il révèle la présence d'amiante, être intégré par le titulaire dans l'exécution de ses missions. Toute adaptation nécessaire liée aux conclusions du RAAT fera l'objet d'un avenant ou d'un ajustement contractuel conforme aux règles de la commande publique.

## **2.2 : LOTS**

Conformément à l'article R.2113-1 du code de la commande publique, les prestations, objets du marché, sont réparties en deux lots, faisant chacun l'objet d'un marché séparé :

- **Lot n° 1 : Mission de contrôle technique pour les travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la Caf des Hauts-de-Seine.**
- **Lot n° 2 : Mission de coordination SPS pour les travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la Caf des Hauts-de-Seine.**

## **ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES**

### **3.1 : REGLEMENTATION**

Le marché est passé par le Pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, en application de l'article L.124-4 du Code de la Sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique.

Il est conclu après procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 et du 1° de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Il est régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G. PI) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021).

### **3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DU MARCHE**

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

## **ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime les obligations contractuelles des parties.

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

#### **4.1 : PIECES PARTICULIERES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre les stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'Acte d'engagement, pour chaque lot, signé par le candidat pour la procédure référencée PA n° 02/2026, également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ; la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), bien qu'annexée à l'acte d'engagement, n'a pas de valeur contractuelle.
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P n°02/2026) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P n°02/2026) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,
- le programme fonctionnel et technique de l'opération en date du 21/01/2026, et ses annexes (Dossier Technique Amiante, plans d'architecte des locaux, plan de situation de l'immeuble).
- les éventuels avenants ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du Titulaire.

#### **4.2 : PIECES GENERALES**

- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique ;
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
  - l'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestation Intellectuelles (C.C.A.G. PI) (arrêté du 30 mars 2021);
- Le code de la construction et de l'habitation,
- Les normes et règlements en vigueur.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées parfaitement connues du Titulaire. Le Titulaire est tenu de respecter tous les documents législatifs et réglementaires en vigueur.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

#### **4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES**

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché et qui ne figureraient pas dans les pièces listées à l'article 4.

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine, pour la durée de la mission telle qu'elle est définie au marché.

La mission du contrôleur technique et celle de la coordination SPS s'achèvent à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux (soit un an à compter de la date d'effet de la réception) ou après prolongation de ce délai si des réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

À titre indicatif, la durée prévisionnelle d'exécution des prestations objet du présent marché est de 18 à 24 mois, y compris les prestations pendant la période de parfait achèvement. Cette durée prévisionnelle n'est pas contractuelle.

## ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

Les prestations faisant l'objet du marché, pour chaque lot, sont réglées par un **prix global et forfaitaire**, dont la décomposition est donnée à l'annexe à l'acte d'engagement (DPGF) à titre indicatif et non contractuel.

**En cas d'abandon exceptionnel du projet par le maître d'ouvrage (notamment en cas de décision en ce sens du conseil d'administration de la CAF et de la CNAF dont les avis sont requis dans le cadre de ce projet, à l'issue de la phase Avant-projet), la mission du contrôleur technique et du coordinateur SPS s'achèvera sans qu'ils puissent émettre de réclamation à ce sujet.**

**Les Titulaires seront rémunérés pour les missions exécutées, livrées et validées par le maître d'ouvrage à cette date, selon les modalités prévues au marché. Les missions non exécutées ne donneront pas lieu à rémunération ni à indemnisation.**

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (février 2026), appelé « M0 mois zéro ».

Le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations du maître d'ouvrage ou de ses assistants.

À programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. Il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le titulaire n'a pas de part de responsabilité. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- À l'établissement des notes d'honoraires, en vue des règlements d'acomptes,
- À la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévues au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

## ARTICLE 7 : REVISION DES PRIX

Les prix du présent marché sont révisables dans les conditions définies ci-après.

La révision des prix s'applique à l'ensemble des prestations de contrôle technique (CT) et de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS), à compter de la notification du marché.

La révision des prix interviendra à chaque situation de paiement, sur la base de l'indice connu à la date de la situation, selon la formule suivante :

$$Pr = Po (0,15 \times 0,85 \times \frac{INGm}{INGo})$$

dans laquelle :

- Pr : Prix révisé
- Po : Prix initial
- INGm : Index ingénierie – dernier indice connu.
- INGo : Index ingénierie du mois de remise des offres M0.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas encore connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

**ARTICLE 8 – AVANCE – ACOMPTE – SOLDE****8.1 – AVANCE**

Sauf en cas de refus du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L.2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

Le montant de cette avance est fixé à 10% du montant du marché, à 20% s'il s'agit d'une PME. Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

**8.2 – ACOMPTE**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques réglés en fonction de l'avancement des prestations dans les conditions suivantes :

**Lot n°1 : contrôle technique.****o Phase conception**

Les prestations incluses dans la phase « études de conception » font l'objet d'un règlement à hauteur de 100% à la validation du rapport initial de contrôle technique par le maître d'Ouvrage.

**o Phase Examen des documents d'exécution**

100% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux.

**o Phase examen sur chantier des ouvrages Chantier**

80% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux ;

20% à la date de fin des opérations préalables à la réception.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération en phase travaux pourra être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission

**o Vérification finales et période de garantie**

50% à la remise du rapport final et du rapport de vérifications ;

50% après le PV de la commission de sécurité et la levée des réserves.

**Lot n° 2 : coordination SPS**

Le coordinateur SPS peut présenter des **demandes de paiement mensuelles**, correspondant à l'avancement de sa mission.

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*



Ces acomptes sont calculés **au prorata de l'avancement réel de la mission**, sur la base d'un décompte établi par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage.

### **8.3 – SOLDE**

Le solde ne pourra être payé qu'après l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande du Maître d'Ouvrage.

Le décompte est présenté par le titulaire au Maître d'Ouvrage pour vérification dans un délai de trois semaines à compter de la réception. Il sera remis au format Excel.

## **ARTICLE 9 : LIQUIDATION DES DEPENSES**

### **9.1 : REMISE DES DECOMPTES**

Les décomptes devront être établis et adressés par tout moyen permettant de donner date certaine à l'organisme contractant, à l'adresse suivante : **michelle.tossou@caf92.caf.fr**

### **9.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement, l'organisme dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit points.

### **9.3 : MODALITES DE PAIEMENT**

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent marché, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

### **9.4 : TAXES**

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du fournisseur. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE (CLAUSE DE REEXAMEN)**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, en plus des cas prévus à l'article 25 du CCAG-PI, les clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

☒ Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

☒ Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;

☒ Changement de dénomination du Titulaire ;

☒ Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;

☒ Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle ;

En tout état de cause le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications ne sont pas substantielles quel qu'en soit le montant (voir R.2194-7 du CCP). Par ailleurs, les décisions entraînant une modification de plus ou moins 10% du marché initial sont réputées non substantielles.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

## ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

### 11.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire qui envisage de sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution de certaines prestations devra en faire la demande au préalable à la CAF 92. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- . la nature des prestations sous-traitées,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

- . le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- . les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du décret du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°. Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

## **11.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Le sous-traitant ne peut renoncer au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant. En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement. L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## ARTICLE 12 : PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAGPI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 €. Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure. Celles-ci ne constituent pas la contrepartie d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

### **Pénalité en cas de non-respect des délais d'exécution.**

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par l'acheteur, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à **200 €**.

Le délai de production des documents est fixé à 7 jours. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables.

### **– Pénalité en cas de non-respect de la note méthodologique**

Une pénalité forfaitaire de **300 €** pourra être appliquée, en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

### **– Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier**

Le titulaire doit être présent à toutes les réunions de chantier, réunions des maîtrises et réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (de la maîtrise d'Ouvrage comme de la maîtrise d'œuvre).

En cas d'absence non excusée par l'acheteur du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants conviés à un rendez-vous de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **150 €**.

### **- Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué**

Un mail de l'acheteur et/ou les PV de réunions valent convocation du Titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence du Titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage ou de l'un de ses sous-traitants conviés à ces réunions spécifiques, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **200 €**.

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

**– Pénalités sur autres litiges d'exécution**

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations notamment : absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations de l'acheteur etc., une pénalité forfaitaire de **100€** par manquement pourra être appliquée.

**- Pénalités pour non-déclaration d'un sous-traitant**

Une pénalité de **1500 €** sera appliquée en cas de sous-traitance non déclarée, et de 200 € par jour calendaire à compter de la date de découverte du sous-traitant non-déclaré, et jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance.

**ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par le titulaire, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

Le titulaire jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. A la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Par ailleurs, les documents, les renseignements et les autres informations transmis par la Caf des Hauts-de-Seine aux fins de l'exécution des prestations, objet du présent marché, ou à l'occasion de celle-ci, sont la propriété entière et exclusive de l'organisme contractant. Le prestataire ne saurait notamment se prévaloir d'un quelconque droit d'usage ou d'une quelconque licence sur ces documents, renseignements ou informations communiqués, qu'il s'agisse de leur forme ou de leur contenu.

**ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

S'agissant de la protection de la main d'œuvre, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la Convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la Convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la Convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la Convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la Convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de l'organisme contractant, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

*Missions de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

En signant l'Acte d'Engagement du marché, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'organisme contractant.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement des prestations. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

#### **ARTICLE 15 : ASSURANCE**

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

#### **ARTICLE 16 : RESILIATION**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-PI, articles 29 à 36.

Il est précisé que l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-6 et suivants du code de la commande publique ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail peut entraîner, par décision du représentant du Pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En complément des cas prévus à l'article 31 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur peut également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché lorsque :

- Le Titulaire n'est plus dans la capacité de fournir les prestations, objet du marché et que, soit aucun remplaçant n'a été proposé, soit celui-ci a été refusé par le pouvoir adjudicateur. Dans le même sens, il pourra être mis fin aux marchés en cas de diminution substantielle en termes qualitatif ou quantitatif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché et en l'absence de remplacement satisfaisant.

- Le Pouvoir adjudicateur n'est plus en mesure de financer les projets à l'origine du marché

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

**ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 dudit code est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

**ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire du marché.

**ARTICLE 19 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur le site [e-attestations.fr](http://e-attestations.fr) (pas d'envoi par mail) mise à sa disposition gratuitement par l'organisme contractant. Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

**ARTICLE 20 : LANGUE**

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont émis en Français.

**ARTICLE 21 : LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent marché qui ne pourrait être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant.

**ARTICLE 22 : DEROGATIONS**

Il est fait dérogation au CCAG-PI aux articles suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI	Objet
4.1	4.1	Ordre des pièces contractuelles
8.1.2	3.8.2	Effet des ordres de service
10	21.4.1	Décisions du maitre d'Ouvrage
17	16	Pénalités

\*\*\*